

## **ETHNICISATION DES CONFLITS EN AFRIQUE : MYTHE OU REALITE ? CAS DU DARFOUR**

---

*Fatma-Zohra FILALI*

*Maitre de Conférences, Faculté des Sciences Politiques et de  
l'Information, Université d'Alger*

C'est à l'Afrique subsaharienne que l'on pense instinctivement, et sur le mode négatif le plus souvent, quand on évoque la question de l'ethnicité et lorsqu'on pense aux conflits qui endeuillent le continent, on les réduit souvent aux antagonismes interethniques. En effet, l'explication passe – partout des conflits en Afrique s'appuie sur l'imputation au « tribalisme » et aux « ethnies ». Derrière les réalités complexes et mouvantes de l'Afrique d'aujourd'hui, on trouverait prêt à l'emploi les « ethnies », qui par leur persistance empêcheraient la construction des Etats modernes et seraient à la fois cause et explication des conflits.

Il est vrai que l'ethnicité, c'est-à-dire la conscience d'appartenir à un groupe humain différent des autres et de le revendiquer, imprègne profondément les imaginaires et les comportements, en même temps qu'elle participe puissamment de l'organisation sociale et politique sur le continent. Mais, ce n'est nullement une spécificité africaine. Comme ailleurs, elle s'y combine aussi avec d'autres catégories classificatoires et, surtout, elle n'y résume pas tout le politique. Loin d'être un principe interprétatif absolu, l'ethnicité y est donc, plutôt un mode d'action collective parmi d'autres, mais elle s'y décline selon des codes et des procédures spécifiques.

Le recours à la notion d'ethnie est « toujours le signe d'autre chose, le masque de conflits d'ordre social, politique et économique », affirme un spécialiste de la question <sup>1</sup>.

Cet avant propos est nécessaire tant notre vision de l'Afrique subsaharienne demeure tributaire du paradigme ethnique, censé tout expliquer, au détriment des autres dynamiques, au moins aussi complexes, qui « travaillent » les sociétés subsahariennes. On en oublierait, même que le pluralisme socioculturel - entendu comme la coexistence, plus ou moins conflictuelle, au sein d'un même ensemble politique de groupes ethniques ou religieux différents -, loin de se restreindre à l'Afrique noire, est au contraire une donnée largement commune aux sociétés humaines, quelles qu'elles soient.

Dans le cadre de cette réflexion, il ne s'agit pas de donner des réponses à ces problématiques complexes mais d'explorer des pistes. Car, méthodologiquement, arriver à poser les bonnes questions est parfois plus utiles que plaquer des réponses rassurantes. Des réponses faciles sont souvent illusoire. Alors qu'est ce que l'ethnie ? Comment se décline t-elle en Afrique ?

Quelles relations entretiennent-elles avec la Nation : complémentarité ou antinomie ? Les conflits en Afrique sont-ils exclusivement d'essence ethnique, comme l'énoncent certains analystes et veulent le faire croire les politiques ou ont ils d'autres causes ? En outre, est ce que l'ethnie dont les composantes ont été dispersées, éloignées du terroir initial, chacune ayant évolué avec d'autres groupes, est toujours pertinente pour étudier le soulèvement armé, sa complexité et sa durée ?

L'ethnicité, pensée et vécue comme sentiment d'appartenance, est-elle la principale sinon, l'unique grille de lecture des conflits voire de la politique en Afrique, en général, et au Darfour en particulier ? Son analyse peut-elle être dissociée des autres dynamiques en œuvre dans les sociétés africaines ? Pour tenter des réponses, nous allons d'abord clarifier les concepts.

## 1- DEFINITION DE L'ETHNIE

Les Grecs désignaient par *ethnos* un peuple qui n'était pas organisé en cité, qui n'avait pas de système politique semblable au leur. Pour eux les « peuples » ne connaissent pas l'espace de citoyenneté et sont organisés sur la base de la famille et du lignage. Le terme est utilisé, ultérieurement,

---

1 J.-L. Amselle in Amselle et M'Bokolo, «Au cœur de l'ethnie. Ethnies, tribalismes et Etats en Afrique », Paris, La découverte, coll. « Textes l'appui» p. 40.

par les Romains et sans lien avec le premier, pour désigner les païens. Un *ethnicus* en latin était un païen. Cette terminologie est reprise ensuite par l'Eglise catholique.

Mais, c'est au XIX<sup>e</sup> siècle que le mot «ethnie» prend son essor pour désigner des groupes supposés homogènes. Le terme reparait alors dans le langage scientifique, des théories tentent de classer les peuples, sous différentes dénominations, sur une base raciale. De cette notion dérive la hiérarchisation des peuples, en société dite civilisée ou dite primitive, et la détermination de leurs caractères biologiques, deux principes valables jusqu'à la moitié du XX<sup>e</sup> siècle.

L'emploi du terme évolue à partir du moment, où les ethnologues, les anthropologues, et les sociologues s'en emparent, véritablement et en définissent les nouveaux contours. Il devient, en effet, plus judicieux d'utiliser le concept d'ethnie que celui, plus discutable, de race. L'expression «appartenance ethnique» est mieux acceptée que celle d'«appartenance raciale», car elle met en lumière, pour un groupe humain donné, la manière dont il se perçoit lui-même et est perçu par les autres.

Le terme d'«ethnie» est alors utilisé pour décrire un groupe d'individus qui se reconnaissent dans une identité collective fondée sur l'histoire, les coutumes ou le mode de vie. Le «sentiment d'appartenance» - et donc par extension de différence par rapport aux autres ethnies - est en soi pour un individu bien plus important que tout autre facteur (langue, religion, couleur de peau, voire classe sociale) dans la détermination de son ethnie.

C'est désormais dans sa façon de revendiquer sa place au sein d'une entité politique : un Etat, ou une nation, dont les modes de vie sont dominants que l'ethnie va s'exprimer. C'est dans son comportement social, ses revendications culturelles, religieuses et identitaires, et mêmes politiques au sein d'un modèle de référence dominant qu'une ethnie se définit. Une ethnie n'est plus, un type spécifique de population ou de société étudiée, en dehors de tout contexte. Elle n'est pas non plus homogène et fixe. C'est une catégorie qui évolue dans le temps et l'espace en fonction des vicissitudes humaines et naturelles.

Cependant et malgré les tentatives de clarification, le mot ethnie est encore d'un usage peu aisé. C'est un concept mal connu et difficilement saisissable. De plus, il ne se révèle bien souvent, dans l'histoire qu'en termes d'opposition, d'exclusion, de conflit dans les relations que les hommes entretiennent avec leurs semblables. En outre, son utilisation pour rendre compte de réalités aussi dissemblables qu'une tribu en Afrique, qu'une minorité nationale aux Etats-Unis ou un peuple en ex- URSS ou en Ex-Yougoslavie, ne facilite ni sa conceptualisation théorique, ni son emploi pratique. Pourtant les revendications de cette appartenance et de cette différence s'expriment souvent de la même manière par le conflit ; il n'est pas exagéré de dire que l'histoire humaine est presque entièrement

---

faite de conflits entre groupes antagonistes, que ceux-ci soient religieux, économiques et surtout ethniques.

L'être humain appartient toujours à plusieurs groupes, de dimensions variables, allant de la famille, au clan, à la tribu, à la nation, voire à l'État ou à une association d'États. Cette conscience du groupe est toutefois implicitement liée au concept d'«étranger» qui rassemble tous ceux, hostiles ou amicaux, qui ne sont pas membres, par leur origine, de l'ethnie dont on fait partie. Parmi les différents types de conflits, les conflits tribaux font partie des plus sanglants, car ils revendiquent toujours un caractère radical. Il vise à l'élimination du peuple rival, perçu comme une menace collective. Souvenons-nous, des génocides du Rwanda et de Sebrenitcha ou plus ancien des Arméniens.

## 2 - L'ETHNIE EN AFRIQUE

Les ethnies qui, présentement, sont les variables explicatives privilégiées de toutes les crises et qui apparaissent comme le socle primaire sur lequel repose toutes les nations africaines auraient elles été « inventées » par le colonisateur ?

Cette question fait l'objet de débats récurrents, souvent passionnés, entre africanistes<sup>2</sup>. La réponse ne fait aucun doute pour le courant de l'anthropologie marxiste classique qui considère que l'ethnie est bien une création coloniale, dépourvue à ce titre de tout statut scientifique et politique légitime. L'ethnicité relèverait donc, exclusivement, de la manipulation et ne serait que l'expression « d'une fausse conscience » dont la mobilisation par des entrepreneurs administratifs et politiques coloniaux, habiles à exploiter les frustrations engendrées par les mauvaises conditions de vie, aurait pour fonction fondamentale d'occulter les luttes sociales et politiques authentiques<sup>3</sup>.

Pour ce courant : « sociologiquement ce n'est pas l'ethnie qui précède la nation mais plutôt la nation qui produit « l'ethnie. » Ce n'est pas le colonisateur, sous ses différentes formes et dans ses différents rôles, –missionnaires, administrateurs aux affaires indigènes, ethnographes – qui découvre sur le terrain des « ethnies», mais il les forge en rencontrant

---

2 pour une bonne synthèse de ce débat voir R. Otayek « L'Afrique au prisme de l'ethnicité : perception française et actualité du débat ». Revue internationale et stratégique, 43, automne 2001, pp.129-142 que nous suivons sur plusieurs points.

3 Cf. André Bourgeot, « Les peuples heureux n'ont pas d'ethnie ! », Autrement (série Monde, hors série), 72, janvier 1994.

des pratiques et des représentations locales<sup>4</sup> et parfois « en les inventant purement et simplement »<sup>5</sup>.

Ce courant récuse les théories affirmant l'existence des ethnies parce qu'il les considère comme la forme modernisée des théories défendant l'existence et la hiérarchisation des races, et justifiant les pratiques coloniales racistes.

D'autres anthropologues également proches du courant marxiste, tout en défendant l'hypothèse de l'ethnie comme création coloniale, prennent leurs distances avec le réductionnisme des théories évoquées précédemment. J.-L. Amselle, par exemple, même s'il considère qu'« Il n'y a rien qui ressemblait à une ethnie, pendant la période précoloniale »<sup>6</sup> et que le colonisateur a classé les sociétés africaines selon des typologies qui ne correspondaient pas à la réalité, mais à ses représentations propres, n'en prend pas moins la précaution de pondérer son propos de deux manières : d'une part, en admettant que l'ethnie faisait malgré tout sens dans certaines sociétés précoloniales<sup>7</sup>. D'autre part, en reconnaissant que si l'ethnie en tant que telle n'existe pas, l'ethnicité, elle, existe par les usages sociaux qu'elle recouvre et que l'analyse ne saurait ignorer<sup>8</sup>.

Mais cette thèse, malgré les correctifs apportés, reste critiquable pour d'autres analystes, parce que : d'une part, elle occulte le fait social au profit du fait de conscience ; d'autre part elle réduit les Africains au rôle de victimes passives en leur déniaient la qualité d'acteurs dotés de la capacité de se réapproprier et d'instrumentaliser à leur profit les catégories classificatoires inventées pour les y enfermer. Enfin, elle postule que la colonisation aurait été capable de créer, ex nihilo, des ethnies qui n'existaient pas auparavant. Or, même en admettant ceci, les tenants de cette approche oublient « que pour « inventer » une ethnie, il faut qu'il y ait le minimum de substrat historique nécessaire à la cristallisation, d'un sentiment d'être différent. S'il est donc acquis que le colonisateur a bien « bricolé » les identités, il les a rarement inventées. Il les a, le plus souvent, manipulées, re-formulées, classifiées, hiérarchisées, secondé en cela par les Eglises chrétiennes qui contribuèrent à leur manière (codification des

---

4 Lire, car représentant de cette école, D. Colas « Sociologie politique », PUF, Paris, 1994, p. 461.

5 Evans-Pritchard, E.E. (1947) « Les Nuer, Description des modes de vie et des institutions politiques d'un peuple nilote », Gallimard, 1968 qui constate l'incorporation, avec des statuts divers de Dinka chez les Nuers, ce qui est une pure invention ou un mélange.

6 J.-L. Amselle, op. cit., p. 23.

7 Ibid pp. 87-128 et op. cit., pp. 59-85.

8 voir J.L. Amselle « Logiques métisses. Anthropologie de l'identité en Afrique et ailleurs », Paris, Bibliothèque scientifique Payot, 1990.

---

langues indigènes, spatialisation de l'action missionnaire, fixation de certaines coutumes, etc...) à ce travail de bornage ethnique. »<sup>9</sup>.

On peut, en tout cas penser, que la domination coloniale des puissances européennes de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle au milieu du XX<sup>e</sup> siècle, a mis en suspens les problèmes ethniques endémiques dans ces régions. L'administration coloniale avait, en effet, un pouvoir d'arbitrage dans les querelles entre tribus, et disposait de moyens militaires, suffisamment dissuasifs aux yeux des indigènes, pour faire appliquer ses décisions.

De plus, en Afrique, la tendance générale, suivie par les colonisateurs, fut de favoriser tel groupe ethnique loyal plutôt que tel autre, et de dessiner des frontières, complètement arbitraires, qui, une fois la décolonisation achevée, donnèrent naissance à des Etats pluriethniques, fragiles, sans assise socio-économique et sans réelle identification : un peuple, une nation, un Etat.

Le second débat qui agite les spécialistes concerne la relation entre nation et ethnies : liens de complémentarité ou d'antinomie. Dans la tradition académique, nation et ethnies s'inscrivent dans un rapport d'oppositions sémantiques, la valorisation de l'une fondant et justifiant la délégitimation de l'autre. Ainsi, la nation serait positive, émancipatrice et irait dans le sens de l'histoire, alors que l'ethnie serait tout son contraire, c'est-à-dire régressive, passéiste, aliénante et a-historique. Ainsi encore, l'organisation ethnique de la société correspondrait à l'état de nature hobbesien, alors que la nation consacrerait le triomphe du lien politique sur les liens de sang<sup>10</sup>.

D'importantes théories développées par des sociologues américains ont porté sur l'évolution des groupes sociaux et de leur insertion dans des ensembles élargis<sup>11</sup>. C'est le cas en particulier des théories selon lesquelles les différences ethniques et territoriales internes seraient appelées à se fondre au sein des Etats-nation et à disparaître substantiellement avec l'extension de la démocratie libérale et du capitalisme industriel. Le développement politique, économique et social conduirait les populations de différentes régions et cultures appartenant à l'Etat vers une nouvelle identité commune qui parviendrait à transcender leurs différences. La modernisation produirait une nouvelle identité nationale d'un Etat

---

9 Nous résumons là, à grand trait la thèse défendue par R. Otayek op. cit. p.129 et sv. qui se démarque sensiblement de l'approche marxiste.

10 voir D. Colas op. cit., pp.468-469.

11 K. Deutsch, «Nationalism and Social Communication», (2e ed.), New York, M.I.T. Press, 1966.

omniprésent, identité enracinée, à la fois, dans l'axe culturel et l'axe civique<sup>12</sup>.

L'histoire a, de façon répétée, remis en question de telles analyses. La résurgence en ce début du XXI<sup>e</sup> siècle, des conflits d'identité nationale au sein des Etats les plus anciens et les plus développés, rend ces théories discutables, même si elles trouvent toujours leurs défenseurs dans la communauté scientifique.

En conséquence et pour revenir à l'Afrique actuelle le fait ethnique y est-il conciliable avec l'Etat moderne et l'idée de nation ?

Il est effectivement difficile de nier les tensions ethniques fondées sur un certain nombre d'héritages historiques ( traite des esclaves entre les peuples négriers et leurs victimes, responsabilité du colonisateur qui a privilégié certaines ethnies au détriment des autres, administration indirecte qui a préservé les pratiques féodales ) ; comme il faut souligner que l'exacerbation des rivalités a été souvent ravivée dans la période récente par des tensions religieuses (Nigeria), par le contexte de pression démographique en l'absence de politiques publiques appropriées (Rwanda, Kenya) , par des politiques partiales marginalisant des groupes de population (Niger, Mali ) ou par les manipulations politiques que les gouvernements organisent eux-mêmes sur fond de crise économique et de diminution de la manne financière ( Côte d'Ivoire avec le concept d'autochtonie et son avatar « Ivoirité »).

En réalité, si les clivages ethniques ont souvent été exploités, ils ne constituent pas obligatoirement un obstacle insurmontable à l'édification d'un Etat moderne. La désagrégation de la Somalie, constituée pourtant par un seul peuple, s'oppose ainsi à la stabilité de la Tanzanie constituée par un grand nombre d'ethnies. Dans ce dernier exemple, il semblerait que la multiplicité des ethnies, sans que l'une d'elles soit hégémonique et puisse s'imposer aux autres, constitue plutôt un facteur favorable d'édification de l'Etat- nation.

---

12 L'une des caractéristiques les plus évidentes des sciences sociales américaines en général, et de l'école behavioriste et fonctionnaliste des sciences politiques en particulier, réside dans son positivisme et dans son hostilité envers l'histoire cf. ; W. Safran, « Ethnic Mobilization, Modernization, and Ideology : Jacobinism, Marxism, Organicism and Functionalism », *The Journal of Ethnic Studies*, vol. 15, n°1, 1987, pp.1-31. L'histoire est rejetée en arrière car elle consiste en une succession d'événements qui ne portent pas en eux-mêmes des possibilités de comparaison et de généralisation. De plus, dans ce concept, elle est associée aux sociétés prémodernes (primitives). Des courants de pensée marxistes ont, aussi traditionnellement, choisi une approche fonctionnelle pour l'analyse de l'intégration politique et de la modernisation cf. W. Connor, *The National Question in Marxist-Leninist Theory and Strategy*, Princeton, N.J., Princeton University Press, 1984.

---

Quoi qu'il en soit, aujourd'hui encore, l'appartenance ethnique ou clanique est un facteur extrêmement important, à des degrés divers, de la vie des populations et de l'organisation des Etats. Les réseaux d'immigration et de sociabilité sont souvent à base ethnique<sup>13</sup>. Ainsi, par exemple, la ville, qui demeure un lieu de brassage pour les populations, ne peut échapper à la réalité ethnique, ni effacer les différences dans de nombreux quartiers organisés sur une base ethnique des guérillas urbaines peuvent s'y dérouler comme à Brazzaville ou encore à Monrovia.

Dans les campagnes, certaines dynamiques agricoles voient une ethnie contrôler l'ensemble d'une filière de production ou avoir des droits sur des parcours de pâturage selon les coutumes et des droits ancestraux (Soudan).

Plus préoccupant, les oppositions traditionnelles entre les ethnies ont, non seulement, pas été effacées par les indépendances. Mais resurgissent à l'occasion de crises politiques et socio économiques et sont instrumentalisées par des dirigeants politiques défaillants et en mal d'imagination.

Mais à notre sens la question primordiale n'est pas tant de définir l'ethnie ou même de croire ou non en son existence précoloniale mais de savoir pourquoi et comment l'ethnicité fait sens et représente l'un des canaux privilégié d'énonciation du politique? Pourquoi les conflits de pouvoir en Afrique se déclinent préférentiellement sur le mode ethnique aussi bien par les analystes que les acteurs politiques? Alors que les théoriciens du développement et de la transitologie prédisaient sa disparition, suite au processus de modernisation tant politique qu'économique. Elle est remise au goût du jour et apparaît comme une conséquence inattendue de la mondialisation, dont la tendance à l'homogénéisation, des différences identitaires, a réintroduit dans le débat une notion qu'on assimilait à la pré modernité.

Cette déclinaison enfin cache-t-elle d'autres enjeux à caractères politiques, économiques, géostratégiques masqués par l'explication ethnique à la fois plus facile d'utilisation et plus mobilisatrice socio politiquement.

---

13 J.-P. Missié, *Ethnicité et territorialité. Deux modes du vécu identitaire chez les Teke du Congo- Brazzaville*, Cahiers d'études africaines, 2008/4, n° 192, pp. 835-864, propose une hypothèse innovante en soutenant que l'identité régionale (départementale) c'est-à-dire une identité politique est plus pertinente, plus mobilisatrice que l'identité ethnique au sens strict.

### 3 – LE CONFLIT DU DARFOUR

Ce conflit ou doit – on plutôt parler de conflits au pluriel, en raison du nombre de protagonistes impliqués et de la diversité des causes défendues fournit une bonne illustration du débat qui agite les politologues, en général, et les africanistes, en particulier. Sans revenir sur les détails d'une guerre, que certains humanitaires n'hésitent pas à qualifier de « génocide »<sup>14</sup> ou « d'épuration ethnique », et qui fut dévastatrice, avec son lot de victimes entre morts, réfugiés et déplacés. Elle a déstructuré le tissu social et économique de la région et a ravivé et instrumentalisé de vieilles rancoeurs entre groupes de population.

Le Darfour<sup>15</sup> est une mosaïque de groupes ethniques. D'emblée, les analystes relèvent que la guerre a entraîné une sorte de fracture ethnique qui n'a sans doute jamais été aussi nette. S'il existait, auparavant, une identité « darfourienne » transcendant le fait ethnique et tribal, en particulier, dans les milieux urbains et parmi les communautés du Darfour vivant à Khartoum, cette identité semble avoir, aujourd'hui, disparu devant la division de plus en plus forte entre d'un côté les Arabes et de l'autre différents groupes que J. Tubiana nomme les « non- Arabes »<sup>16</sup> et que d'autres analystes appellent indifféremment aussi bien « Noirs ou « Africains ».

Les Arabes du Darfour sont constitués de différents groupes revendiquant une identité arabe, essentiellement à travers des généalogies précises remontant à un ancêtre arabe. La quasi-totalité se reconnaît dans le lignage d'Abdallah El-Juheyne : ce sont des Juhayna.

On a coutume de distinguer les Arabes Bagara (éleveurs de bovins) et les Arabes Gamala (éleveurs de chameaux). Cette distinction reste quelque peu

---

14 Lire les réserves exprimées à ce sujet par M. Lavergne, « Darfour : un modèle pour les guerres du XXI<sup>e</sup> siècle, entre pillards janjawid et flibuste des puissances émergentes de la mondialisation? » (Entretien), *Hérodote* 2009/3, n° 134, pp. 29-31.

15 P. W. Gore, « Notes sur l'ethnicité et les relations ethniques au Soudan », *Égypte/Monde arabe*, Première série, 15-16 | 1993, [En ligne], mis en ligne le 08 juillet 2008. URL : <http://ema.revues.org/index1105.html>. Consulté le 21 avril 2010. Où on trouvera les différents groupes ethniques du Darfour .

16 Pour la compréhension de la composition ethnique, particulièrement complexe du Darfour, ainsi que les enjeux de cette guerre on renvoie aux articles bien documentés, auxquels nous empruntons ces développements, de J. Tubiana « Le Darfour : un conflit identitaire ? » in *Afrique contemporaine*, n°214, 2005, pp. 165-206, « Le Darfour : un conflit pour la terre » in *Politique africaine*, n°101, mars 2006 et « Lire entre les lignes d'un conflit : fractures locales et actions internationales au cœur du Darfour » in *Afrique contemporaine*, n°232, 2010, pp. 75-95, ainsi que Marc Lavergne « Darfour : impacts ethniques et territoriaux d'une guerre civile en Afrique » in site Web [geoconfluences.ens-lsh.fr/doc/etpays/.../afsubsahscient4.htm](http://geoconfluences.ens-lsh.fr/doc/etpays/.../afsubsahscient4.htm) – consulté le 10 avril 2010.

---

trompeuse, les mêmes groupes pouvant élever les deux espèces. Les Rizegat sont, sans doute, le principal groupe arabe du Darfour. Ils constituent une grande fédération dont les branches sont plus ou moins autonomes selon les endroits. Les principaux sous-groupes Rizegat sont les Mahariya, les Mahamid, les Eregat et les Etefat. Les arabes sont majoritairement nomades éleveurs, mais certains groupes se sont sédentarisés.

Les trois principales tribus non arabes installées au Darfour sont : les Four (qui ont donné leur nom au Darfour), les Masalit et les Zaghawa. Ces populations sont différentes de par leur origine ethnique et culturelle.

Les Four (ou Fur) sont le principal groupe ethnique du Darfour, le premier en nombre, sans doute le tiers de la population – soit 2 millions de Four sur 6 à 7 millions d’habitants. Leur nombre est également important dans l’armée soudanaise, mais au niveau de la troupe – parfois des sous-officiers – et non de l’encadrement. Cette précision est importante parce qu’elle expliquerait le recours par le gouvernement soudanais aux Jandawid (supplétifs arabes engagés et payés par l’armée pour combattre les mouvements de rébellion du Darfour).

Les Four, sous l’influence de leurs intellectuels et de leurs leaders politiques, ont pris conscience de leur force et de leurs droits dans un Etat moderne. Depuis les années 1980, les paysans four s’étaient lancés dans la diversification et l’intensification de leurs productions agricoles (cultures irriguées, production d’agrumes à destination des marchés urbains du Soudan central, culture et manufacture du tabac), premières victimes des attaques des tribus nomades, les jeunes four furent parmi les premiers villageois à gagner le maquis, bénéficiant de l’avantage de l’homogénéité de leur peuplement et de leur connaissance du terrain accidenté des contreforts du djebel Marra. Ils bénéficièrent également, à la différence des Zaghawa, de l’existence d’une communauté importante de cadres et d’intellectuels disséminés à Khartoum, dans l’ensemble du Soudan et à l’étranger.

Les Zaghawa, grands nomades chameliers à l’origine, dont le territoire est à cheval sur le Nord Darfour et le Tchad voisin, sont aujourd’hui dispersés en groupes installés sur les flancs orientaux et méridionaux du djebel Marra. Après avoir perdu leurs troupeaux lors de la sécheresse de 1984-1985, beaucoup se sont lancés dans le petit commerce itinérant où ils ont fort bien réussi. L’ascension des Zaghawa n’a pu qu’être confortée par l’accession, en 1991, de l’un des leurs, Idriss Déby, au pouvoir à N’Djamena, avec le soutien du gouvernement islamiste de Khartoum. Les Zaghawa soudanais ne sont d’ailleurs pas restés étrangers à cette action, de nombreux agents s’installant dans la capitale tchadienne pour y fournir la garde rapprochée et les services de sécurité du nouveau président. Naguère proches, par le mode de vie et les valeurs qui y sont liées, de leurs voisins nomades chameliers Rizegat ou Kababich, les Zaghawa se sont ainsi rapprochés des deux autres grands peuples de la région, les Four et

les Masalit, comme eux de souche non-arabe, qui nourrissent des griefs similaires à l'égard du pouvoir central accusé de favoriser les intérêts des groupes nomades d'origine arabe.

Les Masalit constituent le troisième groupe. Ils se réclament comme héritiers d'un puissant sultanat de l'actuel Darfour ouest. Leur participation à la rébellion armée du SLA a pour origine les nombreux conflits des années 1980 et 1990 lorsque leurs villages ont été pillés et dévastés par leurs voisins arabes<sup>17</sup>, avec le soutien tacite des autorités. L'histoire des années 1990 est celle d'une longue série de massacres et de conflits pour le bétail et les terres entre les Masalit et les tribus arabes qui se sont installées sur leur terre, comme les Beni Hussein ou différentes sections des Rizeigat.

Ces années de guerre et d'exactions ont creusé la fracture ethnique au Darfour et remodelé sociologiquement la région. Il s'agit d'une recomposition profonde des clivages et des modes d'articulation de la société du Darfour. Un signe fort de radicalisation de la division Arabe/non-Arabe est que désormais les non-Arabes se posent parfois comme « indigènes » ou « africains » par rapport aux Arabes. Alors qu'historiquement, les groupes arabes sont pourtant présents au Darfour depuis plusieurs siècles et ils peuvent aussi être considérés comme « africains ».

Un autre symptôme évident de cette fracture est que chaque camp s'attache à minimiser désormais, ses conflits internes, pourtant nombreux et anciens. Une espèce d'union sacrée face à l'adversité, mais les fissures<sup>18</sup> et les retournements d'alliances se font déjà sentir à l'approche de la résolution du conflit.

---

17 Mais les conflits n'existent pas seulement entre arabes et non arabes, sédentaires et nomades. Ils mettent aux prises, souvent dans des stratégies de survie, des lignées appartenant au même groupe. Par exemple, les Rizeigat sont une confédération de groupes nomades arabisés qui reconnaissent un ancêtre commun, mais qui peuvent avoir des relations conflictuelles entre eux, lorsque les besoins des troupeaux en pâturage et en eau sont en jeu. Souvent, en vertu des relations étroites qui s'établissent entre les économies concurrentes, mais aussi complémentaires, des groupes nomades et sédentaires, des binômes de groupes nomades/sédentaires, fondés sur des relations privilégiées qui peuvent être tantôt pacifiques, tantôt hostiles : c'est le cas des paysans Berti et des Arabes Zeyadeyad.

La compétition est constante entre les éleveurs nomades, en particulier, et toujours violente, quelle que soit l'appartenance ethnique, linguistique ou tribale. Les alliances qui peuvent être passées sont secondaires par rapport à l'impératif de la survie, et l'accès au pâturage ou au puits, voire le vol de bétail, est vital. Cf. M. Lavergne, (entretien) op., cit., p. 24.

18 « Ces six derniers mois, (2006) l'essentiel des blessés sont des nomades victimes de dissensions claniques, témoigne François Weissman, chef de mission de Médecins sans frontières. Environ 5 000 d'entre eux ont récemment rejoint le camp de déplacés de Zalingei, dans l'ouest de la province. Certains habitent désormais près de leurs victimes... C'est une situation explosive. »

---

Cette fragmentation ethnique, ainsi que les exactions infligées aux populations non arabes sédentarisées, ont permis l'explication univoque et facile : le conflit du Darfour ne peut être qu'identitaire ou ethnique voire religieux <sup>19</sup>. Elle fut reprise par les autorités soudanaises et vulgarisée les « faiseurs d'opinion » (médias, ONG). Mais qu'en est-il réellement ? Des ethnies différentes, aux répartitions imbriquées constituent, bien évidemment, le sous-bassement sociologique du conflit

Mais, de nombreuses autres raisons, d'égale importance que l'ethnicité, doivent être évoquées pour comprendre le drame de la guerre civile au Darfour. Parmi celles-ci, on citera :

- Une origine climatique et naturelle : un phénomène de sécheresse dans tout le sahel, pendant plusieurs années (au courant des décennies 1970 et 1980) qui entraîna des mouvements de population à la recherche de nourriture pour les hommes et le bétail.

- Une explosion démographique, sans précédent, dans la région : la population a plus que doublé en 20 ans, passant de trois millions en 1983 à environ sept millions aujourd'hui.

- La combinaison de ces deux premières raisons a engendré une compétition pour l'espace entre les différentes tribus. Les conflits intertribaux sont dus, notamment, à la contestation par les nomades arabes précarisés par des années de sécheresse, de la situation privilégiée en termes d'accès à l'eau et à la terre des villageois non arabes, héritage du Sultanat et de la colonisation britannique

- Des raisons de politique interne : le Soudan est un pays très vaste et mal unifié. Le pouvoir central a toujours négligé les peuples de la périphérie qui en retour, se révoltent. Plus précisément, les hésitations des élites dirigeantes et leurs positionnements idéologiques récents éclairent, davantage, la situation. A noter, que le Darfour fut pendant longtemps, la base populaire qui soutenait le pouvoir de Khartoum, lui fournissant les hommes de troupe et les cadres intermédiaires de l'armée, ainsi que les permanents du Congrès National, parti unique jusqu'en 1990.

La réforme constitutionnelle de 1994, marginalisa politiquement et économiquement le Darfour. La région fut divisée en trois provinces, provoquant la perte d'influence des leaders traditionnels locaux. Ce ressentiment, ajouté aux incursions répétées d'éléments arabes saccageant et pillant les villages, provoque les premiers troubles dans la région à partir de 2000. Pour résister les villageois créent à leur tour des milices d'auto

---

<sup>19</sup> C'est une confusion que l'on retrouve dans le message de Ben Laden diffusé en avril 2005. Il y exhorte « les moudjahidin et leurs partisans au Soudan (...) à se préparer à une guerre de longue haleine face aux croisés dans l'ouest du pays ».

défense : le Sudan Liberation Movement (SLM) pour les Four et le Justice and Equalite Movement (JEM) pour les Zaghawa. Ils déclenchent une insurrection contre le pouvoir central en février 2003. Khartoum réagit, en enrôlant et armant les milices djenjawid avec ordre de mater la rébellion. La suite est connue, il s'agit du cycle infernal : soulèvements, répressions.

- Des richesses naturelles qui attisent les convoitises. Le Darfour était la seule région où les terres étaient consignées de longue date dans les registres du Sultanat, ce qui les a mises hors d'atteinte, de toute transaction.

Mais les découvertes pétrolières récentes et les royalties qu'elles procurent rendent, désormais, envisageable la mise en valeur « moderne » et « rationnelle » des riches terres du Darfour méridional et des contreforts du Djebel Marra. Il est probable que les massacres et les déplacements forcés de la population occupant les terres les plus attractives correspondent à une volonté de libérer des « terres vierges » pour compenser la désertification provoquée, ailleurs par les pratiques culturelles en vigueur <sup>20</sup>.

- Des ingérences étrangères : directement, les gouvernements tchadien et libyen sont accusés d'aide à la rébellion en fournissant les armes aux mouvements séditieux et en les accueillant sur leur territoire. Si l'implication du régime tchadien est connue <sup>21</sup>, celle de la Libye, plus ancienne (1970) n'en a pas moins, ouvert la boîte de Pandore dans une zone passablement compliquée. La Libye de Kadhafi, considérait le Darfour comme une pièce maîtresse pour son projet de grande Union arabe au Sahel. « Les nomades souffraient de plus en plus de la sécheresse, au moment même où les Libyens leur apportaient une « solution » sous la forme d'une idéologie raciale et des armes pour la mettre en pratique » <sup>22</sup>. De façon moins directe, la communauté internationale dans son ensemble s'intéresse au Darfour ; les puissances (Etats-Unis, Chine, Union européenne) pour y défendre leurs intérêts et les représentants de la société civile et des organisations humanitaires pour secourir les populations civiles et mettre fin aux exactions qu'elles subissent.

---

20 M. Lavergne, « Darfour : éléments d'une analyse géographique d'un conflit en milieu sahélien », *Afrique contemporaine*, n° 214, 2005, pp. 129-164.

21 Un accord entre les deux pays a été signé en janvier 2010. Les deux pays s'engagent à mettre un terme « à toute présence, tout soutien et toute action hostile des groupes armés » de chacun des deux pays dans l'autre ; cf. Texte accord in site officiel du gouvernement du Tchad [www.primature-tchad.org](http://www.primature-tchad.org).

22 écrit ironiquement Gérard Prunier, in « Un génocide ambigu », Paris, éd. la Table ronde, 2005.

---

**Pour conclure :**

Le fonctionnement du système ethnique du Darfour est très complexe et ne peut être réduit à des oppositions binaires : Arabes / non- Arabes, nomades /sédentaires et encore moins Arabes/Africains. Région pauvre et sans intérêt économique, jusqu'à une époque récente, le Darfour a peu bénéficié des programmes de développement et de modernisation.

L'enchevêtrement des acteurs et des facteurs a compliqué la lisibilité des événements et la visibilité des enjeux. Des études pluridisciplinaires regroupant historiens, linguistes, anthropologues, sociologues ... sont indispensables pour expliquer les conflits en cours, dont l'objectif est l'appropriation et le contrôle des territoires en vue du développement et l'obtention d'une place reconnue au sein de la nation soudanaise ; ainsi que l'a déclaré un chef four : « En Grande-Bretagne, nous serions à la chambre des Lords. Ici, on nous écarte »<sup>23</sup>.

**BIBLIOGRAPHIE SELECTIVE**

1 - Bayart J.-F. ; Geschiere P. et Nyamnjoh F. « Autochtonie, démocratie et citoyenneté en Afrique » Critique internationale, n°10 - janvier 2001, pp. 177-194.

2 - Hugon, Ph. « Le rôle des ressources naturelles dans les conflits armés africains ». Paris : La Découverte /Hérodote, 2009/ 3, n° 134, pp.63-79.

3 - Lavergne, M. « Darfour : un modèle pour les guerres du XXIe siècle, entre pillards janjawid et flibuste des puissances émergentes de la mondialisation? (Entretien), Hérodote, 2009/3, n° 134, pp. 29-31.

4 - Lavergne, M. « Darfour : impacts ethniques et territoriaux d'une guerre civile en Afrique » in site Web [geoconfluences.ens-lsh.fr/doc/et\\_pays/.../afsubsahscient4.htm](http://geoconfluences.ens-lsh.fr/doc/et_pays/.../afsubsahscient4.htm) –consulté le 10 avril 2010.

5 - Missié, J.-P. «Ethnicité et territorialité. Deux modes du vécu identitaire chez les Teke du Congo- Brazzaville», Cahiers d'études africaines, 2008/4, n° 192, pp. 835-864.

6 - Otayek , R. « L'Afrique au prisme de l'ethnicité : perception française et actualité du débat ». Revue internationale et stratégique, n° 43, automne 2001, pp.129-142.

---

23 Propos rapporté par J. Tubiana « un conflit identitaire ? » op. cit. , p. 170.

7 - Tubiana, J. « Le Darfour : un conflit identitaire ? », in *Afrique contemporaine* n°214, 2005, pp.165-206.

8 - Tubiana, J. « Le Darfour : un conflit pour la terre », in *Politique africaine*, n°101, mars 2006.

9 - Tubiana, J. « Lire entre les lignes d'un conflit : fractures locales et actions internationales au cœur du Darfour », in *Afrique contemporaine*, n°232, 2010, pp.75-95.